



Arrêté n° 2014332-0006

Installations Classées pour la Protection de l'Environnement

Société SOUFFLET
Commune de NOGENT-SUR-SEINE

Arrêté Préfectoral Complémentaire

Le Préfet de l'Aube,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite

VU le code de l'environnement, notamment les livres V des parties législatives et réglementaires ;

VU la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement fixée à l'article R. 511-9 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté ministériel du 26 août 2013 modifiant l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2910 (Combustion) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 2013084-0011 du 25 mars 2013 relatif à l'autorisation d'exploitation des sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, MALTERIES SOUFFLET, J.SOUFFLET, et SOUFFLET CARBURANT du site de NOGENT-SUR-SEINE ;

VU le rapport de l'inspection des installations des installations classées en date du 3 novembre 2014 ;

CONSIDERANT que les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, MALTERIES SOUFFLET, J.SOUFFLET, et SOUFFLET CARBURANT sont autorisées, par l'arrêté préfectoral n° 2013084-0011 du 25 mars 2013, à exploiter sur le territoire de la commune de NOGENT-SUR-SEINE, des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation;

CONSIDERANT que l'arrêté ministériel du 26 août 2013 susvisé impose, pour la mesure des rejets atmosphériques issus de la combustion de combustibles solides, un taux de dioxygène de référence de 6 %, et modifie les valeurs limites d'émission précédemment fixées par l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 susvisé ;

CONSIDERANT que l'arrêté ministériel du 25 juillet 1997 modifié susvisé est applicable à la chaudière biomasse d'une puissance thermique de 6 MW ;

CONSIDERANT que dans ces conditions, il convient de modifier, conformément à l'article L. 512-7-5 du code de l'environnement, les prescriptions édictées à l'arrêté préfectoral n° 2013084-0011 du 25 mars 2013 relatif à l'autorisation d'exploitation des sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, MALTERIES SOUFFLET, J.SOUFFLET, et SOUFFLET CARBURANT du site de NOGENT-SUR-SEINE ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du département de l'Aube

A R R E T E

ARTICLE 1 : Exploitant titulaire de l'autorisation

Les sociétés SOUFFLET AGRICULTURE, MALTERIES SOUFFLET, J.SOUFFLET et SOUFFLET CARBURANT ci-après dénommées « l'exploitant », dont le siège social et le site d'exploitation sont situés quai Sarraill - BP 12 - 10402 NOGENT-SUR-SEINE, sont autorisées, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, à poursuivre l'exploitation des installations visées par l'arrêté préfectoral n° 2013084-0011 du 25 mars 2013.

ARTICLE 2 : Valeurs limites d'émission pour les rejets atmosphériques de la chaudière biomasse

Le tableau de l'article 3.2.5 – Valeurs limites des concentrations dans les rejets atmosphériques de l'arrêté préfectoral n° 2013084-0011 du 25 mars 2013 est modifié en remplaçant sa dernière colonne par la dernière colonne du tableau suivant :

	Conduit n°48 (chaudière biomasse)
Concentration en O2 de référence (en %)	6
Poussières (en mg/Nm ³)	50
SOx en équivalent SO2 (en mg/Nm ³)	300
NOx en équivalent NO2 (en mg/Nm ³)	750
CO (en mg/Nm ³)	250
COV (en mg/Nm ³)	50

ARTICLE 3 : Recours

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois par l'exploitant et un délai de un an par les tiers à compter de sa notification, d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif de CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE – 25 rue du Lycée - 51036 CHÂLONS-EN-CHAMPAGNE Cedex.

Ce délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

ARTICLE 4 : Publication

Une copie de cet arrêté est déposée à la mairie de NOGENT-SUR-SEINE et mise à disposition de toute personne intéressée.

Un extrait, énumérant les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché en mairie pendant une durée d'un mois.

Le procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est adressé par les soins du maire à la préfecture de l'Aube - direction départementale des territoires - secrétariat général – bureau juridique.

Le même extrait est affiché en permanence, de façon bien visible, sur le site de ladite installation par les soins de l'exploitant.

Un extrait est également publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aube.

Un avis au public est inséré par les soins de Monsieur le préfet, et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département.

ARTICLE 5 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de l'Aube, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le directeur départemental des territoires sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée, pour information, à Monsieur le maire de NOGENT-SUR-SEINE.

Notification en sera faite à Monsieur le directeur de la société SOUFFLET.

Fait à Troyes, le 28.11.16

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire/général



Mathieu DUHAMEL

